

L'Italie, plombée par sa dette, toujours au milieu du gué, selon l'OCDE

L'Italie a accompli des progrès en matière d'assainissement budgétaire et de réformes, mais demeure vulnérable à de possibles changements d'humeur des marchés financiers en raison de sa forte dette, prévient le 2 mai l'OCDE, alors qu'un nouveau gouvernement fait ses premiers pas.

« Avec un ratio dette/PIB proche de 130 % et un calendrier de remboursement chargé, l'Italie reste exposée à de brusques changements d'humeur des marchés financiers. Une réduction importante et durable de la dette publique est donc la priorité budgétaire numéro un », écrit l'organisation dans ce rapport. L'OCDE invite ainsi le nouvel exécutif à un meilleur contrôle des dépenses, à *« consolider »* les réformes déjà mises en place et à en initier de nouvelles s'il entend promouvoir la croissance et la productivité, points faibles de l'Italie.

« Dans une situation caractérisée par la récession et l'augmentation du chômage, il est parfois difficile de voir la lumière au bout du tunnel. Je suis convaincu cependant que si l'on persiste avec l'actuelle stratégie de réformes, on obtiendra une amélioration des conditions de vie et l'économie italienne en sortira renforcée et plus dynamique », a estimé, selon un communiqué, le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría.

Lors de son intervention en italien lors de la présentation du rapport, M. Gurría a souligné que *« l'Italie a une énorme responsabilité systémique »*. *« Il y a eu des moments très dangereux »* quand la crise de la zone euro risquait de toucher de plein fouet la péninsule ; en novembre 2011. *« C'est pour cela qu'il est important de réussir »* les réformes *« non seulement pour l'Italie mais aussi pour l'Europe et avec l'Europe pour le monde »*, a ajouté M. Gurría.

La première recommandation de l'OCDE est de faire en sorte d'inverser la tendance à la hausse du ratio dette/PIB, ce qu'elle juge possible via un *« budget équilibré ou un petit excédent budgétaire, soutenu par la mise en oeuvre solide de réformes favorisant la croissance »*. L'OCDE ne prévoit cependant pas d'inversion de tendance dans ses propres prévisions. Celles-ci font état d'un ratio de 134 % en 2014, qui pourrait continuer à croître en l'absence de nouvelles restrictions budgétaires ou de privatisations. Le gouvernement italien sortant, dans ses prévisions présentées en avril, estimait pour sa part que la dette publique atteindrait un pic de 130,4 % du PIB en 2013 avant de décroître ensuite.

Notant que la tenue des finances publiques et la santé du système bancaire sont *« fortement interdépendantes »*, l'OCDE suggère aussi de pousser les banques italiennes à mieux se prémunir en augmentant encore leurs provisions pour risques et leurs fonds propres, et d'encourager la compétition dans le secteur financier.

Côté croissance, l'OCDE prévient que l'économie, tout en restant *« très apathique »*, devrait néanmoins *« émerger de la récession »* : le rapport prédit ainsi un recul de 1,5 % du PIB cette année et une croissance de 0,5 % en 2014. Il prévoit aussi un déficit public à 3,3 % du PIB cette année et 3,8 % en 2014.

Les bénéfices des réformes menées depuis fin 2011 *« mettront du temps à se matérialiser étant donné la faiblesse de la confiance, la reprise relativement lente ailleurs et le besoin persistant de consolidation budgétaire »*, note-t-il. Quant au projet de remboursement de 40 mds EUR d'arriérés de dette publique aux entreprises italiennes récemment dévoilé par les autorités, son impact sur la croissance est *« incertain »*, juge l'OCDE.